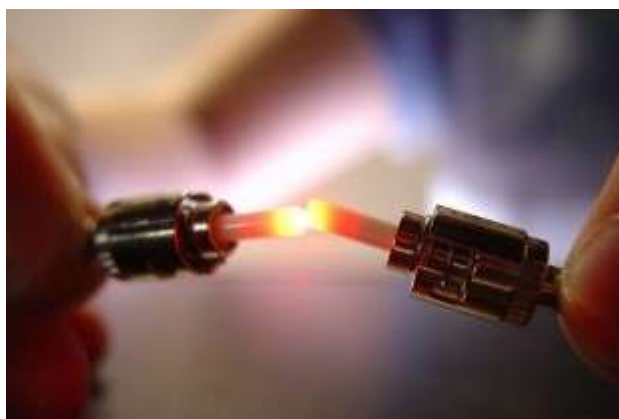


Malgré la crise, le déploiement de la fibre ne devrait pas prendre trop de retard

Par [Martine Courgnaud - Del Ry](#)



Flickr CC by Barta IV

Avec le coronavirus, 2020 a été une année complexe mais la filière est restée mobilisée et 5 millions de locaux devraient être raccordables à la fibre optique fin décembre. Cédric O, secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique et des communications électroniques, a fait le point sur les sujets en cours et les points de blocage lors de l'université d'été du THD, organisée par Infranum les 20 et 21 octobre.

Malgré les retards dus à la crise sanitaire, les opérateurs devraient déployer 5 millions de prises raccordables à la fibre optique d'ici la fin de l'année, s'est félicité Etienne Dugas, président d'[Infranum](#), devant l'assistance de l'université d'été du très haut-débit, organisée avec [Idealco](#) les 20 et 21 octobre aux Sables-d'Olonne (Vendée). Un record absolu, alors que les 4,8 millions de prises construites en 2019, portant la France en tête de l'Europe, paraissaient déjà insurpassables. Une [étude des cabinets Tactis et EY](#) avait du reste estimé qu'avec le coronavirus, le nombre de locaux raccordables atteindrait 4,3 millions fin 2020 — soit 1 million de moins que les estimations initiales.

<https://www.lagazettedescommunes.com/702763/malgre-la-crise-le-deploiement-de-la-fibre-ne-devrait-pas-prendre-trop-de-retard/>

Chez Axione, les déploiements étaient à l'arrêt complet fin mars, même si les opérations de maintenance et de supervision des réseaux se sont maintenues durant le confinement, a précisé son directeur général délégué, Eric Jammaron. « Les protocoles de sécurité ont été adaptés, imposant des équipes plus nombreuses pour le même travail, mais nous sommes revenus aujourd'hui à près de la totalité de la capacité de production. Nos projets devraient être impactés par un retard de trois à quatre mois ». Orange annonce une capacité de production post-covid équivalente à celle de 2019 et devrait tenir les déploiements malgré la crise. Quant à TDF, il a réorganisé ses actions, en effectuant les études et en se focalisant sur les travaux qui pouvaient être réalisés à distance.

Des millions de prises restent à déployer

Bilan : en six mois, l'opérateur a pu effectuer les études nécessaires aux travaux des cinq ans à venir... Et ce sont les ingénieurs présents dans les bureaux qui sont intervenus sur le terrain pour maintenir la qualité de service. En fournissant aux sous-traitants qui construisent ses réseaux les équipements nécessaires à la protection sanitaire, TDF a augmenté par deux son volume de prises construites en comparaison avec l'an dernier.

Quoi qu'il en soit, il reste encore des millions de prises à déployer et, pour Lionel Recorbet, président de SFR FTTH, « quelle que soit la zone {très dense, Amii, Rip, ndlr}, le partenariat entre collectivités et opérateurs est fondamental. C'est ce qui, demain, permettra d'aller plus vite et de libérer les énergies ». Le plan de relance consacre 240 millions d'euros à la fibre pour tous et 250 millions d'euros [aux projets d'inclusion numérique](#).

« Durcissement » des réseaux

« Une opportunité », selon Patrick Chaize, président de l'[Avicca](#) et membre de la Commission supérieure du numérique et des postes (CSNP), pour aboutir à un objectif à partager collectivement : faire que l'on soit tous

connectés au réseau FTTH en 2025, et qu'il devienne un service universel des télécommunications.

Cette ambition implique notamment de lancer des chantiers d'amélioration des réseaux — le « durcissement » des réseaux —, en vue de les rendre fiables et pérennes, a précisé Patrick Chaize. Bien que « très positif », le président de l'Avicca s'est toutefois déclaré inquiet d'entendre Laurent Depommier-Cotton, directeur du département «transition numérique» au sein de la direction de l'investissement de la Banque des territoires, rappeler que 1,3 million de prises ne sont « ni programmées ni financées », car elles seront « particulièrement chères » et nécessiteront des financements complémentaires. Mais, si l'objectif du plan France très haut-débit est de 100 %, il n'y a plus besoin d'autres financements, a rétorqué Patrick Chaize.

Etendre la notion de service universel

Un sujet sur lequel il souhaiterait qu'une réflexion soit entamée avec le secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique et des communications électroniques, Cédric O. Le ministre a précisé que « le jour où il y aura suffisamment de fibre, on envisagera de [passer du cuivre à la fibre optique](#) et de finaliser la question du service universel pour certains sites plus éloignés, à financer avec un mécanisme de péréquation ». « Un projet de loi transposant la directive européenne sur les télécoms est passé au Sénat et à l'Assemblée nationale il y a quelques jours ; il étend la notion de service universel et permet d'avoir la base juridique pour créer ce service universel à horizon 2025. »

Le secrétaire d'Etat s'est également exclamé : « 100 % fibre, c'est 100 % fibre... », constatant qu'il faudra en effet travailler sur les modalités des raccordements longs et complexes avec les délégataires, les opérateurs, les collectivités... Ainsi, il faudra, notamment, rouvrir les négociations et les discussions d'ici à la fin de l'année avec les vingt-et-un départements qui n'ont pas encore d'objectif 100 % fibre d'ici à 2025.

<https://www.lagazettedescommunes.com/702763/malgre-la-crise-le-deploiement-de-la-fibre-ne-devrait-pas-prendre-trop-de-retard/>

Freins et blocages

Mais, avant d'arriver à une complétude des déploiements, certains freins demeurent, soulevés aussi bien par les opérateurs que par les collectivités durant le colloque. A commencer par la possibilité de poser de la fibre optique sur les poteaux électriques d'Enedis — 20 % seraient situés en zone rurale. Aujourd'hui, de longues études de calculs de charges sont nécessaires pour vérifier que le poteau peut supporter la fibre, pourtant légère. Mais, bien entendu, supprimer totalement ces études ne sera pas de mise pour des raisons de sécurité, a expliqué Cédric O, précisant qu'il sera sans doute possible, en revanche, de simplifier les calculs de charges. Enedis, la FNCCR, les industriels et les collectivités seront réunis prochainement sur ce sujet.

Autre point de blocage, non des moindres, pointé depuis longtemps : la création d'une base adresse nationale unifiée (BAN). En effet, chaque administration dispose de sa propre base de données d'adresses et il conviendrait de généraliser une base nationale pour faciliter le raccordement de tous les Français à la fibre. « Un sujet sur lequel travaille une nouvelle équipe afin de progresser », a précisé Cédric O, spécifiant aussi que le très haut-débit n'est pas le seul sujet qui a besoin d'une telle base unifiée.

Par ailleurs, les opérateurs, qui doivent obtenir l'accord de l'assemblée générale des copropriétaires pour accéder à la colonne montante d'un immeuble, sont bloqués car ces assemblées sont reportées, par précaution sanitaire. Le ministre a précisé que les textes devraient être modifiés pour que ce soit le conseil syndical qui donne les autorisations. Enfin, pour répondre aux industriels confrontés à des difficultés de recrutement de personnel pour les chantiers de fibre optique, malgré les formations rapides avec contrat à durée indéterminée à la clé, Cédric O a annoncé une prochaine campagne nationale, en lien avec Pôle emploi et les collectivités notamment.